



# ENQUÊTE PUBLIQUE ICPE

Réalisée à PORTET SUR GARONNE

du lundi 10 juin 2013 au mercredi 10 juillet 2013

relative à une demande d'autorisation d'exploitation,  
présentée par PAREXGROUP SA,  
d'une usine de fabrication d'enduits et de colles  
à PORTET SUR GARONNE

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE

## RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

**Commissaire Enquêteur : Guy JOUVES**

# **Sommaire du rapport d'enquête publique**

## **1- Éléments relatifs à l'enquête publique**

### **1.1 Objet de l'enquête publique**

### **1.2 Présentation du projet**

### **1.3 Identification du demandeur de l'autorisation d'exploiter**

### **1.4 Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête publique**

### **1.5 Cadre législatif et réglementaire du projet soumis à l'enquête publique**

### **1.6 Pièces constitutives du dossier d'enquête publique**

### **1.7 Avis de l'autorité environnementale**

## **2- Visite de l'usine PAREXGROUP SA de PORTET SUR GARONNE**

## **3-Organisation et déroulement de l'enquête**

### **3.1 Désignation du commissaire enquêteur**

### **3.2 Arrêté préfectoral portant ouverture d'enquête publique**

### **3.3 Information du public avant l'ouverture de l'enquête publique**

### **3.4 Déroulement de l'enquête publique**

### **3.5 Avis des communes**

## **4- Convocation du requérant**

## **Annexes :**

**1- Certificat de publication et d'affichage de la commune de PORTET SUR GARONNE ;**

**2- Certificat de publication et d'affichage de la commune de VIEILLE TOULOUSE ;**

**3- Lettre du Maire de TOULOUSE du 29 mai 2013 ;**

**4- Extrait de délibérations du conseil municipal de PORTET SUR GARONNE du 14 juin 2013 ;**

**5- Courriel de convocation du requérant du 10 juillet 2013 ;**

**6- Procès-verbal relatif à l'enquête publique du 16 juillet 2013 ;**

**7- Accusé de réception du procès-verbal ;**

# **1 - PRESENTATION DU PROJET**

## **1.1- Objet de l'enquête publique**

La présente enquête publique a pour objet une demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles, présentée par PAREXGROUP SA sur le territoire de la commune de PORTET SUR GARONNE, dans la zone industrielle de Larrieupolis, au lieu dit Tardine.

L'usine, implantée sur ce site depuis plusieurs dizaines d'années, produit environ 150 000 t/an d'enduits et de colles, sous forme de poudres. Pour en pérenniser le fonctionnement, s'agissant d'une installation classée pour la protection de l'environnement, PAREXGROUP SA sollicite une autorisation sans limitation de durée, susceptible d'être délivrée par le Préfet de la Haute Garonne, à l'issue de l'enquête publique.

## **1.2- Présentation du projet**

Au sein du groupe MATERIS, PAREXGROUP est un acteur international d'enduits, de mortiers et de colles. Sa filiale française PAREXGROUP SA, dont le chiffre d'affaires en 2011 a été de 286 millions €, possède 6 usines pour couvrir le territoire national, avec un positionnement de leader face à ses concurrents.

Le site de PORTET SUR GARONNE emploie 55 salariés pour les activités de production, de manutention et de commercialisation. Il est localisé sur des terrains occupés par une plate-forme industrielle existante appartenant à l'exploitant constituée de :

- bâtiments (usine, stockages, bureaux)
- parkings
- aires de déchargements, dépotages et chargements
- plan d'eau

Le site, d'un peu plus de 4 ha, en basse plaine de la Garonne, s'inscrit dans un secteur fortement industriel et artisanal, à proximité de l'A 64, de la voie ferrée et de plusieurs routes départementales. Il est situé en zone UE du PLU de PORTET SUR GARONNE, dont le règlement autorise des installations classées pour la protection de l'environnement « à la condition qu'elles soient compatibles avec le milieu environnant ».

L'établissement fonctionne entre 5 h et 21 h et commercialise annuellement 170 000 tonnes de produits dont 150 000 tonnes d'enduits et de colles fabriqués sur place et 20 000 tonnes de produits d'origine extérieure.

Les matières premières sont soit stockées en silos/cuves, situés à proximité ou dans l'usine (vermex, chaux, ciment, huile), soit stockées dans le bâtiment des matières premières (adjuvants- produits incorporés aux matières premières au malaxage pour modifier les propriétés du mélange à l'état frais et/ou durci-, résines, colorants).

Chaque atelier de fabrication comprend un mélangeur et présente une capacité de production différenciée (28t/h pour le 1<sup>er</sup> atelier, 18t/h pour le 2<sup>ème</sup> et 8t/h pour le 3<sup>ème</sup>).

Les enduits et colles sortant des malaxeurs sont ensachés, palettisés et houssés, puis ils sont stockés en bâtiment ou sur des aires de dépôts imperméabilisées.

La puissance électrique installée pour les machines de mélange, d'ensachage et pour les vis d'extraction et d'alimentation pour le transport des produits, justifie le classement de cette usine au titre de la protection de l'environnement au seuil d'autorisation (rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées).

PAREXGROUP SA qui ne détient qu'un récépissé de déclaration daté du 04/09/2009 sous la rubrique 1200-2c pour une installation de stockage de comburants de 20tonnes, souhaite obtenir la régularisation administrative du site, sans limitation de durée.

## **1.3- Identification du demandeur de l'autorisation d'exploiter**

Le demandeur de l'autorisation est l'entreprise PAREXGROUP SA, SAS au capital de 20 060 992€ dont le siège social est établi 19, Place de la Résistance 92130 ISSY LES MOULINEAUX. Cette société est la filiale française de PAREXGROUP.

## 1.4 Identification de l'autorité organisatrice et objet de l'enquête publique

L'autorité organisatrice de la présente enquête publique est la Préfecture de la Haute Garonne, auprès de laquelle PAREXGROUP SA a formulé sa demande par lettre de Monsieur François THOMAS, Directeur de l'établissement de PORTET SUR GARONNE, en date du 20 novembre 2012.

## 1.5 - Cadre législatif et réglementaire du projet soumis à enquête publique

Les principaux textes réglementant la présente enquête publique sont :

- les dispositions générales des enquêtes publiques du type « loi BOUCHARDEAU » relevant du code de l'environnement au titre des articles L123-1 à L123-19 , partie législative et R123-1 à R123-27, partie réglementaire.
- les dispositions relatives aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) relevant du code de l'environnement au titre des articles L511-1 à L517-2, partie législative, et R511-9 à R 517-10, partie réglementaire.

Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (article R 511-9 du Code de l'environnement) concernées par l'usine de PAREXGROUP SA sont les suivantes :

N° de la nomenclature	Installation et activités concernées	Critères de classement	Portée de la demande	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Puissance installée :  600kW	Régularisation	Autorisation
1200-2c	Combustibles (emploi ou stockage) seuil de déclaration : quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation comprise entre 2 et 50 tonnes	7 tonnes		Déclaration
2640-2b	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels Seuil de déclaration : quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation entre 200kg/j et 2 tonnes/j	700kg/j		Déclaration
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) Déclaration contrôlée : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité	Réserve de GPL pour alimenter les chariots (mise en place prévue en 2015)	Projet	Déclaration contrôlée



## 1.6 – Pièces constitutives du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique, réalisé par le Bureau d'études ECTARE, comprend les pièces suivantes :

- lettre de demande d'autorisation d'exploiter du 20 novembre 2012, adressée par Mr François THOMAS, Directeur de l'Usine, à Monsieur le Préfet de la Haute Garonne.
- **Pièce 1** : Localisation du site comportant une carte au 1/25000<sup>ème</sup>
- **Pièce 2** : Plan des abords du site au 1/2500<sup>ème</sup>
- **Pièce 3** : Plan d'ensemble indiquant les dispositions de l'installation au 1/500<sup>ème</sup>, le demandeur ayant justifié cette échelle plutôt que celle du 1/200<sup>ème</sup> pour faciliter la consultation, conformément à l'article R 512-6 du Code de l'Environnement, et ayant sollicité une dérogation en conséquence ;
- **Pièce 4** : Étude d'impact comprenant le résumé non technique, la présentation de la demande, l'état initial environnemental, les raisons du choix du site, les caractéristiques du projet, la notice technique du projet, les effets sur l'environnement et les mesures correctrices, et le volet sanitaire ;
- **Pièce 5** : Étude de dangers comprenant la présentation, la méthodologie, la description des installations, la description de l'environnement, l'identification et les caractéristiques des potentiels de dangers, la réduction des potentiels de dangers, l'analyse des accidents et incidents passés, l'évaluation préliminaire des risques et le résumé non technique de l'étude ;
- **Pièce 6** : Notice hygiène et sécurité
- **Pièce 7** : Avis du Maire sur le projet de remise en état (sollicité par courrier recommandé du 5 novembre 2012 mais non connu au moment de dépôt du dossier) ;
- **Annexes concernant PAREXGROUP et annexes techniques**

Le dossier d'enquête publique est complet, bien structuré et son contenu est tout à fait compréhensible.

## 1.7- Avis de l'autorité environnementale

Compte tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, celui-ci a été soumis à l'avis du Préfet de Région Midi Pyrénées, autorité compétente en matière d'environnement, de même qu'à l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'avis émis le 12 avril 2013 par le Préfet de Région Midi Pyrénées, intégrant celui de l'Agence Régionale de Santé, a conclu que « les études jointes au dossier démontrent une prise en compte correcte et proportionnée de l'environnement vis-à-vis des enjeux identifiés ».

## 3- Visite de l'usine PAREXGROUP SA à PORTET SUR GARONNE

Organisée en accord avec Monsieur François THOMAS, Directeur de l'usine, cette visite du 5 juin 2013, avait pour objectif d'apprécier les nuisances de tous ordres susceptibles d'être causées à l'environnement.

A l'issue de la visite très complète du site, le commissaire enquêteur a jugé que la direction de l'usine (Mr François THOMAS, Directeur, et Mme Selma LAGOUARDE, Animatrice Qualité Sécurité et Environnement) était extrêmement sensibilisée à ces questions et mettait tout en œuvre pour réduire les nuisances, conformément aux dispositions préconisées dans le dossier d'enquête.

## 3- Organisation et déroulement de l'enquête publique

### 3.1 Désignation du commissaire enquêteur

Le Président du Tribunal Administratif de TOULOUSE, par décision en date du 04 février 2013, n° E13000029/31, a désigné Guy JOUVES en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique sur la demande, présentée par la Société PAREXGROUP SA, d'autorisation en vue d'exploiter une installation de fabrication d'enduits et de colles sur le territoire de PORTET SUR GARONNE.

Monsieur Guy MARTIN, conformément aux dispositions des articles L123-4 et R 123-5 du code de l'environnement, a été désigné en qualité de Commissaire Suppléant « qui remplace le titulaire en cas d'empêchement et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure ».

### **3.2 Arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique**

Par délégation du Préfet de la Haute Garonne, le Sous Préfet de MURET a pris un arrêté en date du 7 mai 2013 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique, et fixant celle-ci du 10 juin 2013 au 10 juillet 2013 inclus, soit 31 jours, les 5 dates de permanence à la Mairie de PORTET SUR GARONNE y étant définies. Par ailleurs, cet arrêté précise les conditions d'information du public sur les communes concernées, PORTET SUR GARONNE, mais aussi VIEILLE TOULOUSE et TOULOUSE, ces 2 communes étant partiellement comprises dans le périmètre de 2 kilomètres autour de l'usine.

### **3.3 Information du public avant l'ouverture de l'enquête publique**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013 prescrit les conditions d'affichage :

- un avis au public affiché par les soins du Maire, au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête, dans la Mairie de PORTET SUR GARONNE et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée ;
- un avis au public affiché par les soins du Maire, au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête, dans la Mairie de TOULOUSE et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée ;
- un avis au public affiché par les soins du Maire, au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête, dans la Mairie de VIEILLE TOULOUSE et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée.

Les certificats de publication et d'affichage, datés du 11 juillet 2013, des Maires de PORTET et de VIEILLE TOULOUSE (joints en annexes 1 et 2), la lettre du Maire de TOULOUSE du 29 mai 2013 (jointe en annexe 3) attestent du respect de ces prescriptions.

Comme le préconise aussi l'arrêté, un avis au public a été affiché par les soins du demandeur aux abords du site de l'usine. Au cours de sa visite du site, le 5 juin 2013, le commissaire enquêteur a contrôlé que cet affichage était en place.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013 prescrit aussi les conditions d'annonce dans la presse locale et sur le site Internet de la préfecture de la Haute Garonne. Le commissaire enquêteur a vérifié que ces prescriptions étaient aussi respectées. Pour les annonces dans la presse locale, il y a eu :

- un avis dans la Dépêche du Midi les mardi 21 mai 2013 et mardi 11 juin 2013 ;
- un avis dans la Voix du Midi semaine du 23 au 29 mai 2013 et semaine du 13 au 19 juin 2013.

Par ailleurs, les Communes de PORTET SUR GARONNE et de TOULOUSE ont porté cet avis sur leur site Internet 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée.

### **3.4 Déroulement de l'enquête publique**

L'enquête publique a commencé le lundi 10 juin 2013, les registres situés à la Mairie de VIEILLE TOULOUSE et à la Mairie annexe de BELLEFONTAINE ayant été paraphés par le commissaire enquêteur le vendredi 7 juin 2013, celui de PORTET SUR GARONNE l'étant le 10 juin 2013.

Les permanences se sont tenues à la Mairie de PORTET SUR GARONNE les :

- lundi 10 juin 2013 de 14 à 17 heures
- jeudi 20 juin 2013 de 9 à 12 heures
- mardi 25 juin 2013 de 9 à 12 heures
- lundi 1<sup>er</sup> juillet 2013 de 15 à 18 heures
- mercredi 10 juillet 2013 de 14 à 17 heures

Au cours de ces permanences, le commissaire enquêteur n'a reçu qu'une personne, Monsieur Pierre BLAIZE, résidant chemin du Roussimort, à côté de l'usine de PAREXGROUP. Cette personne, informée de l'enquête publique par une affiche proche du site, souhaitait en connaître les raisons. Il pensait qu'il s'agissait d'une extension des installations et craignait de nouvelles nuisances : il avait gardé le souvenir des nombreux camions empruntant autrefois la chemin de Roussimort, avant que l'accès de ceux-ci ne se fassent par l'avenue Gutenberg.

Les explications données ont satisfait Monsieur BLAIZE qui a précisé que l'usine actuelle ne lui apportait pas de gêne particulière.

Le registre d'enquête situé à la Mairie de PORTET SUR GARONNE n'a reçu que l'observation de Monsieur Pierre BLAIZE. Quant aux registres d'enquête situés à la Mairie de VIEILLE TOULOUSE d'une part, et à la Mairie annexe de BELLEFONTAINE d'autre part, ils n'ont reçu aucune observation. Le registre situé à la Mairie annexe de BELLEFONTAINE n'a pu être clos que le 16 juillet 2013 à 8 heures, la mairie de TOULOUSE ne l'ayant retourné au commissaire enquêteur par courrier reçu le 15 juillet 2013.

### **3.5 Avis des Communes**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral indique que « dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal des communes sus-désignées (il s'agit de PORTET SUR GARONNE, TOULOUSE et VIEILLE TOULOUSE) devra donner son avis sur la demande d'autorisation ».

Le conseil municipal de PORTET SUR GARONNE, dans sa séance du 14 juin 2013, a donné un avis favorable (extrait des délibérations joint en annexe 4).

Quant aux communes de TOULOUSE et de VIEILLE TOULOUSE, elles n'ont pas fait connaître d'avis. Aucun avis n'étant exprimé à la clôture de l'enquête, il y a donc tacitement un avis favorable de ces 2 communes.

Nota : la sous-préfecture de MURET a transmis au commissaire enquêteur par courriel du vendredi 19 juillet 2013, confirmé par lettre reçue le 23 juillet 2013, la copie d'une lettre des services de la mairie de TOULOUSE à Monsieur le Sous-Préfet de MURET, lettre datée du 11 juillet 2013 et reçue à la sous-préfecture le 17 juillet 2013.

Le commissaire enquêteur considère que ce courrier ne peut pas être pris en compte pour les raisons suivantes :

- il est postérieur à la clôture de l'enquête publique et n'a été connu du commissaire enquêteur qu'après la convocation du requérant, le 16 juillet 2013.
- l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013 précise que « le conseil municipal des communes concernées devra donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête ».

### **4- Convocation du requérant**

Comme le prescrit l'article 5 de l'arrêté préfectoral, le Commissaire enquêteur a convoqué Monsieur François THOMAS et Madame Selma LAGOUARDE le mardi 16 juillet 2013 (courriel du 10 juillet 2013 avec accusé de réception de Monsieur THOMAS joint en annexe 5).

La rencontre a eu lieu le mardi 16 juillet 2013, le commissaire enquêteur ayant remis au requérant le procès-verbal d'enquête (joint en annexe 6).

Monsieur THOMAS a simplement accusé réception de ce procès-verbal par courriel du 16 juillet 2013 (joint en annexe 7).

Rapport fait à Toulouse, le 31 juillet 2013  
Guy JOUVES, commissaire enquêteur



## CERTIFICAT DE PUBLICATION ET D'AFFICHAGE

Je soussigné, Maire de la commune de : PORTET / Gue

certifie que l'arrêté de monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,

en date du : 7 mai 2013 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique

sur le projet de (M., la Société...) demande d'autorisation d'exploiter une  
unité de fabrication d'enduit et de colle, 2 bis rue Gutenberg, demande  
présenté par M. François Thomas, directeur Parocgroup SA

dans la commune de :

Portet s/ Garonne

a été affiché à la porte de la mairie et au service urbanisme

du 23 mai 2013

(15 jours au moins avant  
le début de l'enquête)

au 10 juillet 2013

(fin de l'enquête)

Fait à Portet sur Garonne

le (1) 11/07/2012

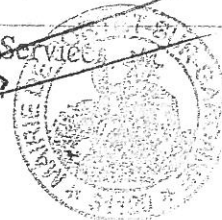
Le Maire

Le Maire, Thierry SUAUD,

Par délégation,

Le Directeur Général des Services

Matthieu VOLLOT



(1) cette date doit être postérieure à la date indiquant la fin de la période d'affichage



**CERTIFICAT DE PUBLICATION ET D’AFFICHAGE**

Je soussigné, Maire de la commune de : **VIEILLE - TOULOUSE**

certifie que l'arrêté de monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,

en date du : **07 mai 2013** ordonnant l'ouverture d'une enquête publique

sur le projet de (M., la Société...) **PARREX GROUP**

dans la commune de : **Portet-sur-Garonne**

a été affiché à la porte de la mairie et **dans les panneaux d'affichage**

du **21 MAI 2013**

(15 jours au moins avant  
le début de l'enquête)

au **11 JUIL. 2013**

(fin de l'enquête)

Fait à **VIEILLE - TOULOUSE**

le (1) **11 JUIL. 2013**

Le Maire **de VIEILLE - TOULOUSE,**



**Catherine PALMATO**

(1) cette date doit être postérieure à la date indiquant la fin de la période d'affichage



29/05/13  
D 13026320



Toulouse, le

Annexe 3

29 MAI 2013

**DIRECTION DE LA SECURITE CIVILE  
ET DES RISQUES MAJEURS**

Affaire suivie par : Nathalie LIBOUREL

Téléphone : 05 62 27 66 47

Réf. : NL/FA

Monsieur Guy JOUVES  
Commissaire Enquêteur  
29 rue André Délieux  
31400 TOULOUSE

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Veillez trouver ci-joint 5 plans de Ville indiquant la position (indicative) des points d'affichage sur TOULOUSE de l'avis d'enquête publique sur la demande présentée par la Société PAREXGROUP SA, lieu "Tardine" 2 bis avenue Guttenberg à PORTET-SUR-GARONNE.

L'affichage de l'avis concerne également l'ensemble des Mairies de quartier de TOULOUSE et l'accueil du Capitole, de même que le site Internet de la Mairie.

Vous en souhaitant une bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,  
P/Le Maire,  
Le Maire Adjoint

Jean-Pierre HAVRIN

P.J : 1 plan au 1/25.000 (périmètre d'affichage) et 5 plans de Ville

UNE VILLE  
POUR TOUS



Annexe 4

EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 14 juin 2013



Date de convocation : 7 juin 2013  
Affichée le : 7 juin 2013  
Conseillers municipaux en exercice : 29  
19 Présents - Votants 26  
7 Procurations

L'an deux mille treize, le vendredi quatorze juin à dix sept heures, le Conseil municipal de la Commune de PORTET-SUR-GARONNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des délibérations, sous la Présidence de Monsieur Thierry SUAUD, Maire en exercice.

Présents :

Monsieur Jean-Jacques ASSEMAT, Monsieur Jérôme AUDISIO, Madame Marie-Line BENITO, Monsieur Bernard BOURJADE, Monsieur Guy BOUZI, Monsieur Fernand CALVENTE, Madame Martine CHOISNET, Monsieur Eric GAUTIER, Madame Jeanne GILABERT, Monsieur Cédric LAEUFFER, Madame Mona LARDE, Monsieur Gérard MONTAUT, Monsieur Dominique NITOUMBI, Monsieur Alain RODDE, Monsieur Luc SARION, Madame Martine SOUNIER, Monsieur Jean-Claude VALADE, Monsieur Thierry VERGNE.

Excusés ayant donné procuration :

Monsieur Yves BONAMICH à Monsieur Alain RODDE, Madame Nadia GARCIA à Monsieur Jérôme AUDISIO, Madame Sylviane LACAMPAGNE à Monsieur le Maire, Madame Nadine MAIRET-BEDE à Monsieur Gérard MONTAUT, Madame RODRIGUES Carole à Monsieur Jean-Jacques ASSEMAT, Madame Anaïs RODRIGUEZ à Madame Martine CHOISNET, Madame Catherine LUPION à Monsieur Jean-Claude VALADE.

Excusés sans procuration :

Monsieur Gilles DADOU, Madame DEYLAUD Pascale, Madame Farida LAPENE.

Secrétaire de séance :

En application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Alain RODDE** a été désigné secrétaire de séance.

---

DELIBERATION n°2013/06/60

« Urbanisme »

OBJET : Demande d'autorisation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement - Société PAREX GROUP : Avis de la Commune de Portet-sur-Garonne

---

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Jacques ASSEMAT

## EXPOSE :

La société PAREXGROUP exploite à Portet-sur-Garonne une usine de production d'enduits et de colles sur un terrain d'une superficie d'environ 4 ha situé avenue Gutenberg près de la zone d'activités « Larrieupolis ».

L'exploitant dispose aujourd'hui d'un récépissé de déclaration en date du 4 septembre 2009 visant une installation de stockage de combustibles de 20 tonnes.

Les activités exercées sur le site portésien nécessitent une régularisation administrative au regard de la législation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). C'est l'objet de la présente demande déposée par l'industriel en vue d'obtenir l'autorisation préfectorale d'exploitation.

Les installations existantes comprennent des machines de mélange, d'ensachage et des vis d'extraction et d'alimentation pour le transport des produits dont la puissance totale de 600 kW justifie le classement sous régime d'autorisation auquel l'usine est soumis ; le seuil étant de 200 kW.

Le site portésien emploie 55 salariés et fonctionne de 5h à 21h. La quantité de produits finis expédiés est en moyenne de 170 000 tonnes par an dont 150 000 tonnes de produits fabriqués sur place.

Compte tenu de la nature du projet et de ses incidences sur l'environnement, celui-ci est soumis à l'avis du Préfet de région, autorité environnementale qui s'appuie sur les services de la DREAL pour analyser l'étude d'impact produite par l'exploitant. L'avis émis indique que cette étude démontre une prise en compte correcte et proportionnée de l'environnement vis-à-vis des enjeux identifiés.

L'étude de dangers a ainsi évalué les risques potentiels parmi lesquels deux phénomènes ont été développés : le risque incendie et le risque de pollution du milieu. Des mesures de sécurité sont proposées portant sur les moyens d'intervention, les procédures d'exploitation, une surveillance du site et une imperméabilisation des sols.

Vis-à-vis de la réglementation en matière d'urbanisme, le terrain est situé en zone UE du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 août 2007, modifié le 22 avril 2011. Le projet est compatible avec le PLU dans la mesure où les installations classées pour la protection de l'environnement y sont admises à condition qu'elles soient compatibles avec le milieu environnant.

Le projet est également compatible avec le SDAGE 2010 dont il respectera les orientations et les objectifs.

L'enquête publique réglementaire se déroule du 10 juin au 10 juillet 2013 sous la conduite de M. Guy Jouves, commissaire-enquêteur.

Le Conseil municipal est invité à donner son avis sur cette demande d'autorisation au titre de la législation sur les ICPE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,



**DECIDE :**

**De prendre acte** de l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 10 juin au 10 juillet 2013 sous la conduite de M. Guy Jouvès, Commissaire-enquêteur.

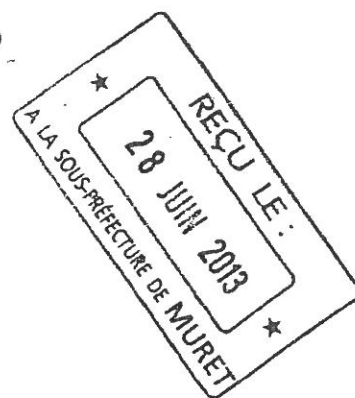
**De donner** un avis favorable à la demande de la Société PAREX GROUP relative à la régularisation administrative des activités exercées sur le site portésien au regard de la législation sur les ICPE.

**D'habiliter** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

**D'indiquer** que la présente délibération sera transmise au dirigeant de la Société PAREX GROUP.

**D'informer** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

Fait et délibéré en Mairie de Portet-sur-Garonne, les jour, mois, et an susdits.  
Pour extrait conforme



Le Maire,

Certifie exécutoire la présente délibération qui a été reçue en Sous-Préfecture le

et publiée le

**JOUVES**

**De:** Francois.Thomas@parex-group.com  
**Envoyé:** mercredi 10 juillet 2013 19:09  
**À:** jouves.guy@neuf.fr  
**Cc:** Selma.Lagouarde@parex-group.com  
**Objet:** RE: Enquête publique Demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles à Portet/Garonne

Bonjour,

d'accord pour le mardi 16 juillet à 9 heures

sincères salutations

 PAREX

Francois Thomas  
Responsable d'exploitation  
Demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles à Portet/Garonne

Enquête publique  
Demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles à Portet/Garonne

**De:** JOUVES <jouves.guy@neuf.fr>  
**A:** francois.thomas@parex-group.com  
**Date:** 10/07/2013 19:06  
**Objet:** Enquête publique Demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles à Portet/Garonne

Monsieur le Directeur,

L'enquête publique rappelée en objet vient de se terminer ce jour.

Je vous propose de vous remettre le procès-verbal de synthèse le mardi 16 juillet à 9 heures, dans vos bureaux.

Merci de me confirmer votre accord.

12/07/2013

## **Procès-verbal relatif à l'enquête publique ICPE**

**relative à la demande de PAREXGROUP SA d'autorisation d'exploitation**

**d'une usine de fabrication d'enduits et de colles**

**au lieu dit Tardine à PORTET SUR GARONNE**

**HAUTE GARONNE**

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013, à savoir :

- l'enquête s'est tenue du 10 juin 2013 au 10 juillet 2013, avec 5 permanences à la Mairie de PORTET SUR GARONNE, les 10 juin de 14 à 17h, 20 juin de 9 à 12h, 25 juin de 9 à 12h, 1<sup>er</sup> juillet de 15 à 18h et 10 juillet de 14 à 17h.
- l'information du public a respecté toutes les recommandations de l'article 3 de l'arrêté.
- un dossier d'enquête, comprenant notamment l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, a été à la disposition du public pendant la durée de l'enquête dans les Mairies de PORTET SUR GARONNE, VIEILLE TOULOUSE et dans la Mairie annexe de BELLEFONTAINE pour la Commune de TOULOUSE. Sur les 3 sites, il y avait un registre susceptible de recevoir les observations, propositions et contre-propositions du public.

Au cours de l'enquête, le commissaire enquêteur a reçu seulement une personne bien que l'information du public ait été très correctement faite.

La personne reçue, Monsieur Pierre BLAIZE, -qui habite à côté de l'usine, chemin du Roussimort,- souhaitait connaître les motivations de cette enquête dont il avait été averti par une affiche proche du site de l'usine. Il pensait qu'il s'agissait d'une extension des installations et craignait de nouvelles nuisances- il avait gardé le souvenir des nombreux camions empruntant autrefois le chemin de Roussimort, avant que l'accès de ceux-ci ne se fasse directement par l'avenue Gutenberg-.

Les explications données par le commissaire enquêteur – pas d'extension, mais régularisation administrative pour l'usine existante- ont satisfait Monsieur Pierre BLAIZE.

Le registre mis en place à la Mairie de VIEILLE TOULOUSE n'a reçu aucune observation du public.

Quant au registre mis en place à la Mairie annexe de BELLEFONTAINE, dans le cadre d'une procédure propre à la commune de TOULOUSE, il a été expédié le 10 juillet en fin de journée dans les services du siège, alors que le commissaire enquêteur avait très explicitement dit au service d'accueil de la Mairie annexe de BELLEFONTAINE qu'il passerait le 11 juillet, à 11 h, pour clore le registre et le récupérer.

Le commissaire enquêteur a demandé, le 12 juillet 2013, à Madame LIBOUREL – Direction Sécurité Civile et Risques majeurs à la Mairie de Toulouse- de retourner au plus vite ce registre.

Ce registre reçu le 15 juillet 2013 par le Commissaire enquêteur, ne comporte aucune observation.

Par ailleurs, un extrait des délibérations du Conseil Municipal de PORTET SUR GARONNE en date du 14 juin 2013, donne « un avis favorable à la demande de la Société PAREXGROUP relative à la régularisation administrative des activités exercées sur le site portésien au regard de la législation des ICPE. »

Les Communes de VIEILLE TOULOUSE et de TOULOUSE n'ont pas fait connaître leur avis sur la demande d'autorisation alors que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013 précise bien que « le conseil municipal des Communes sus-désignées devra donner son avis dès l'ouverture de l'enquête ». Aucun avis n'ayant été exprimé à la clôture de l'enquête, il y a donc tacitement un avis favorable des Communes de VIEILLE TOULOUSE et de TOULOUSE

Toulouse, le 16 juillet 2013,  
- Guy JOUVES, commissaire enquêteur





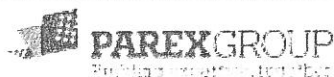
**JOUVES**

**De:** Francois.Thomas@parex-group.com  
**Envoyé:** mardi 16 juillet 2013 09:36  
**À:** jouves.guy@neuf.fr  
**Cc:** Selma.Lagouarde@parex-group.com  
**Objet:** RE: Enquête publique Demande d'autorisation d'exploitation d'une usine de fabrication d'enduits et de colles à Portet/Garonne

Bonjour,

suite à notre rencontre de ce jour, j'accuse réception de votre procès verbal sur l'enquête publique

sincères salutations



François Thomas  
Directeur d'établissement  
Bureau +33(0)5 61 31 71 01 | Mobile 06 84 83 50 76



Parexlanko est la marque commerciale de ParexGroup S.A.

Aucun virus trouvé dans ce message.

Analyse effectuée par AVG - [www.avg.fr](http://www.avg.fr)

Version: 2013.0.3349 / Base de données virale: 3204/6494 - Date: 15/07/2013

Guy JOUVES  
29 rue Délieux  
31400 TOULOUSE  
Commissaire enquêteur



## **CONCLUSIONS MOTIVÉES**

**Concernant l'enquête publique ICPE de demande  
d'autorisation d'exploiter une usine de fabrication d'enduits  
et de colles appartenant à PAREXGROUP SA**

**à PORTET SUR GARONNE  
DÉPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE**

PAREXGROUP SA possède une usine de fabrication d'enduits et de colles, sur le territoire de la commune de PORTET SUR GARONNE, dans la zone industrielle de Larrieupolis, au lieu dit Tardine.

Implanté depuis très longtemps sur ce site, dans un environnement fortement industriel et artisanal, cet établissement commercialise annuellement 170 000 tonnes de produits –dont 150 000 tonnes d'enduits et de colles fabriqués sur place.

La puissance électrique installée pour les machines de mélange et d'ensachage et pour les vis d'alimentation et d'extraction, justifie le classement de cette usine au titre de la protection de l'environnement au seuil d'autorisation, conformément au seuil défini à la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées.

PAREXGROUP SA souhaite obtenir la régularisation administrative du site en demandant une autorisation d'exploiter sans limitation de durée.

L'enquête publique ICPE, prescrite par arrêté préfectoral du 7 mai 2013, s'est déroulée du lundi 10 juin 2013 au mercredi 10 juillet 2013. Elle a concerné la commune de PORTET SUR GARONNE –où se sont tenues les permanences– mais aussi celles de VIEILLE TOULOUSE et de TOULOUSE où il y avait, comme à PORTET SUR GARONNE, un exemplaire du dossier d'enquête et un registre à disposition du public.

L'information du public par affichage et par information dans la presse a été réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013. Le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R212-3, R 512-6, R512-8 et R512-9 du code de l'environnement.

L'étude d'impact, dans son chapitre « Effets sur l'environnement et mesures compensatrices », met notamment en évidence :

- les aménagements nécessitant des investissements importants pour améliorer la gestion des eaux pluviales et d'extinction d'éventuels sinistres ;
- la gestion satisfaisante des poussières par usage de filtres à manche dépoussiéreurs sur les silos à granulats, et utilisation d'une balayeuse afin de limiter les envols de poussières sur les voies de circulation des camions ;
- l'engagement de respecter des niveaux d'émergence sonore en limite du site, inférieurs aux seuils réglementaires ;
- le regroupement des déchets, peu nombreux, sur le site et leur reprise par des entreprises agréées ;
- la bonne gestion des 250 à 300 camions qui viennent sur le site quotidiennement à partir de voies à grande circulation (A 64 et DR 120a) et des avenues Gutenberg et Larrieu-Thibaud.

Il convient de noter aussi les impacts socio-économiques de ce dossier :

- des matériaux pondéreux vendus avec de faibles coûts de transport (et donc de faibles pollutions liées au transport) à des artisans façadiers et des négociants en matériaux, dans une région où la demande reste élevée malgré la conjoncture ;
- 55 emplois directs et un certain nombre d'emplois indirects qui se trouveront pérennisés après obtention de l'autorisation.

Pendant l'enquête publique, aucune observation n'a été faite sur les éventuelles nuisances engendrées par le fonctionnement de cette usine.

Considérant que l'affichage et la publicité dans la presse concernant l'enquête publique ont été réalisés normalement,

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée normalement et n'a pas donné lieu à observation du public,

Considérant que l'autorité environnementale indique, dans son avis du 12 avril 2013, que le dossier présente une analyse satisfaisante des impacts du projet sur les différentes composantes de l'environnement et que les études jointes au dossier démontrent une prise en compte correcte et proportionnée de l'environnement vis-à-vis des enjeux identifiés,

Considérant l'avis favorable du conseil municipal de PORTET SUR GARONNE donné au cours de la séance du 14 juin 2013,

Considérant qu'il s'agit d'une usine existante située en zone industrielle, compatible avec les documents d'urbanisme, et dont les activités vont respecter les orientations du SDAGE,

Considérant les mesures prises et projetées pour en atténuer les nuisances,

Considérant l'intérêt socio-économique en terme d'emplois et de contribution significative aux activités régionales du secteur du bâtiment,

Je donne un avis favorable à la demande d'exploiter présentée par PAREXGROUP SA pour son usine de fabrication d'enduits et de colles, située 2, avenue Gutenberg, à PORTET SUR GARONNE.

TOULOUSE, le 31 juillet 2013

Le commissaire enquêteur

Guy JOUVES

